



Israël, il faut que nous parlions

01/12/2025 | Rév. Dr Joseph Sievers

Un universitaire allemand en études juives invite à la fois les partisans pro-israéliens et pro-palestiniens à reconstruire la situation.

Il y a plusieurs années, j'aurais pu obtenir la citoyenneté américaine. Mais à l'époque, cela n'aurait été possible qu'en renonçant à mon passeport allemand. Je ne voulais pas le faire, et je suis encore heureux de ne pas l'avoir fait. Car je veux parler aux Juifs en tant qu'Allemand, et parler aux Allemands en tant qu'Allemand — surtout lorsqu'il s'agit d'Israël. Et il y a largement de quoi parler!

Il n'y a pas deux autres pays au monde qui sont liés comme l'Allemagne et Israël. L'assassinat de 6 millions de Juifs en Europe, dans le but d'exterminer le peuple juif et le judaïsme, fut une trahison sans précédent de toutes les valeurs civilisées. Si l'histoire ne doit pas se répéter, la mémoire de la Shoah doit rester vivante et avoir des conséquences sur nos attitudes et nos actions d'aujourd'hui.

Je me tiens aux côtés d'Israël en tant qu'Allemand. Je suis aussi un chrétien qui aime le peuple juif. Mais que signifie aujourd'hui «se tenir aux côtés d'Israël»?

Nous ne rendons service à personne — y compris à Israël et à nos amis juifs — si nous considérons simplement que tout ce qu'Israël fait est justifié. «Plus jamais» signifie «plus jamais la Shoah», mais cela signifie aussi «plus jamais la négation des droits humains». Il n'existe pas de standards différents lorsqu'il s'agit de la dignité humaine. Elle s'applique à tous de manière égale.

Il me semble donc important d'observer et de décrire ce qui se passe en ce moment — sans enjoliver et sans fermer les yeux. L'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, au cours de laquelle 1 200 personnes ont été tuées, plus de 3 000 blessées et environ 250 prises en otage, a comporté une série d'atrocités indicibles. Il ne fait aucun doute qu'Israël a le droit de se défendre, et il ne fait aucun doute que les attaques contre Gaza ont été une réponse à cela. Mais entre-temps, jusqu'à 60 000 Gazaouis ont perdu la vie, parmi lesquels une majorité de civils, dont plus de 18 000 enfants. Cela pose avant tout la question de la proportionnalité.

Le refus d'Israël de laisser entrer à Gaza une aide même minimalement suffisante, ainsi que ses projets de relocaliser de force des Palestiniens ou d'en emprisonner des centaines de milliers dans une «ville humanitaire» sur les ruines de Rafah, sont totalement inacceptables. Tout cela est incompatible avec le droit international et la dignité humaine.

Après le 7 octobre, Israël a attaqué d'autres groupes soutenus par l'Iran dans d'autres pays, en plus du Hamas, les affaiblissant parfois gravement: le Hezbollah au Liban, les Houthis au Yémen, et finalement l'Iran lui-même. Là encore, il faut se demander si la proportionnalité a été respectée. Combattre des milices ennemis qui tirent presque quotidiennement des roquettes sur Israël est légitime, mais au Liban, de nombreuses personnes n'ayant rien à voir avec le Hezbollah ont perdu la vie. Il en va de même au Yémen. Vouloir éliminer le programme nucléaire iranien peut être justifiable, mais bombarder la prison d'Evin à Téhéran, où des opposants au régime étaient également détenus, ne l'était certainement pas.

Depuis la chute du régime Assad en Syrie, Israël est également intervenu militairement à plusieurs reprises dans ce pays, selon ses propres déclarations pour protéger ses frontières et des minorités telles que les Druzes.

Je constate aussi avec regret que des colons juifs, surtout en Cisjordanie, recourent de plus en plus à la violence contre les Palestiniens, encouragés par leur gouvernement et leur armée. Ils attaquent des villages entiers — musulmans comme chrétiens. À la mi-juillet, des responsables de six Églises, dont le patriarche grec orthodoxe Théophile III et le patriarche latin, le cardinal Pierbattista Pizzaballa, se sont réunis dans le village chrétien de Taibeh pour attirer l'attention du monde sur la violence des colons.

Tout cela devrait être abordé — mais cela ne l'a été jusqu'ici que timidement. En même temps, il est important d'adopter une position ferme contre la tendance à rendre «les Juifs» — où qu'ils soient dans le monde — responsables des actions d'Israël. Il est inacceptable que des Juifs en Allemagne, en France, aux États-Unis et dans de nombreux autres pays ne se sentent plus en sécurité, soient attaqués ou même tués. Il ne faut pas non plus oublier que bien des gens expriment de sérieuses réserves et participent régulièrement à des manifestations contre les politiques du gouvernement de Benjamin Netanyahu en Israël même. Il n'est donc même pas juste de rendre «tout Israël» responsable.

Enfin, je ne considère pas productif de brandir à tout bout de champ de grands mots comme «apartheid» ou «génocide» pour critiquer Israël. Utilisés trop largement, ils posent problème et, au final, aident le gouvernement Netanyahu, puisqu'il peut rejeter ces accusations avec indignation.

Nous préférons tous la clarté à l'ambiguïté. Cependant, une simple division entre le bien et le mal est aussi erronée au Moyen-Orient qu'une équivalence trop rapide entre les acteurs: Israël est un pays doté d'une forte société civile qui lutte pour la démocratie, régulièrement menacée. Pour les Palestiniens, le Hamas a jusqu'à présent empêché l'émergence de quelque chose de similaire.

Je dois apprendre à tolérer l'ambiguïté. Je veux porter les deux côtés dans mon cœur. Cela signifie ne jamais voir seulement la douleur d'un camp en passant sous silence ou en niant celle de l'autre.

Il est impossible de prédire comment les choses évolueront ou comment la paix pourra être atteinte en Israël et en Palestine. Entre-temps, divers groupes s'efforcent d'aborder la situation de manière concrète. Il s'agit, par exemple, de [«Standing Together»](#), un mouvement populaire, de [«B'Tselem — Centre israélien d'information sur les droits humains dans les territoires occupés»](#), et de [«Rabbis for Human Rights»](#). J'essaie aussi de prêter attention aux petites initiatives discrètes qui cherchent des solutions durables hors des sentiers battus, même si elles n'ont aucune chance d'être réalisées dans un avenir prévisible.

L'une de ces organisations pour la paix s'est constituée autour de deux femmes, Rula Hardal, une Palestinienne citoyenne d'Israël, et May Pundak, une Israélienne juive. Elle s'appelle [«A Land for All»](#) et milite pour faire d'Israël et de la Palestine un État fédéral doté de droits égaux pour tous ses habitants. Leur vision d'une solution à deux États consiste à œuvrer pour un État fédéral avec des zones séparées et partagées pour Juifs et Palestiniens, garantissant la dignité humaine de chacun.

Peut-être est-ce ce mélange dont le Moyen-Orient a besoin: un regard (autant que possible) impartial sur ce qui se passe; un regard aimant sur les personnes impliquées; et le courage d'imaginer un avenir humain pour tous.

Le Rév. Dr Joseph Sievers, né à Recklinghausen, en Allemagne, a étudié à Vienne, Jérusalem, New York et Rome. Il est professeur émérite d'histoire et de littérature juives à l'Institut Biblique

Pontifical de Rome. Il est membre des Focolari depuis le 28 octobre 1965.

Source: [Living City](#) (magazine des Focolari) 17 août 2025,